

# HUMAN RIGHTS WATCH/AFRICA

Formerly Africa Watch

□ 485 Fifth Avenue, New York, NY 10017-6104, TEL (212) 972-8400, FAX (212) 972-0905, Email: hrwatchnyc@igc.apc.org  
□ 1522 K Street, NW, #910, Washington, DC 20005-1202, TEL (202) 371-6592, FAX (202) 371-0124, Email: hrwatchdc@igc.apc.org  
□ 90 Borough High Street, London, UK SE1 1LL, TEL (71) 378-8008, FAX (71) 378-8029, Email: hrwatchuk@gn.apc.org

ABDULLAHI AN-NA'IM  
Executive Director

JANET FLEISCHMAN  
Washington Representative

KAREN SORENSEN  
ALEX VINES  
BERHANE WOLDEGABRIEL  
Research Associates  
BRONWEN MANBY  
Consultant

Advisory Committee  
William Carmichael, Chair  
Alice L. Brown, Vice Chair

Roland Algrant  
Robert L. Bernstein  
Julius L. Chambers  
Michael Clough  
Roberta Cohen  
Carol Corillon  
Alison L. DesForges  
Adrian W. DeWind  
Thomas M. Franck  
Gail M. Gerhart  
Jack Greenberg  
Alice H. Henkin  
Robert Joffe  
Richard A. Joseph  
Thomas Karis  
Russell Karp  
Stephen L. Kass  
John A. Marcum  
Gay McDougall  
Vincent McGee  
Toni Morrison  
Barrington Parker, III  
James C. N. Paul  
Robert Preiskel  
Norman Redlich  
Randall Robinson  
Sidney S. Rosdeitcher  
Aristide R. Zolberg  
David S. Tatel  
Howard P. Venable  
Claude E. Welch, Jr.

## Publication Immédiate

Le 26 Avril 1994

## En Cas de Besoin d'Informations

Alison DesForges (716) 881-2758

Susan Osnos (212) 972-2257

Holly Burkhalter (202) 371-6592

Réagissant aux rapports qui établissent que les massacres des civils sans défense se poursuivent au Rwanda, Human Rights Watch/Africa a lancé un appel aujourd'hui à Madame Agathe Habyarimana, veuve de feu le Président Juvénal Habyarimana pour qu'elle utilise son énorme influence pour mettre fin à la violence. Mme. Habyarimana s'est réfugiée à Paris avec certains de ses frères et d'autres personnes proches d'elle lorsque les massacres commencèrent au Rwanda.

Madame Habyarimana est très respectée des dirigeants de l'armée du Rwanda et du Chef de l'Etat Major le Colonel Augustin Bizimungu, du Commandant de la Garde Présidentielle, le Colonel Mpiranya et du Colonel Bagosora qui lorsque les massacres commencèrent avait à sa charge le Comité de Commandement Militaire composé de trois personnes. Mme Habyarimana a aussi une grande influence auprès du Colonel Nkundiye qui avait formé un grand nombre de membres de la milice affiliée au parti politique de feu son mari qui est en train de tuer la population civile, et le Capitaine Simbikangwa, qui semblerait diriger la milice maintenant.

Dans une déclaration du 22 Avril, la Maison Blanche a lancé un appel à ces officiers militaires en les nommant par leur nom, et leur a demandé de faire le nécessaire pour mettre fin immédiatement aux massacres des civils.

D'après les missionnaires qui se sont enfuis du Rwanda à Bujumbura au Burundi, les Tutsi et des représentants de l'opposition politique ont été systématiquement tués dans la ville et la province de Butare depuis le 20 Avril à midi. Ils ont déclaré que les tueries ont lieu nuit et jour et tout particulièrement à trois endroits aux environs de Butare: derrière le Musée National, dans une arborée près de l'Université Nationale et près d'une petite rivière dans le voisinage. L'Evêque de Butare et plusieurs de ses prêtres ont été attaqués dans l'Evêché, et d'autres prêtres sont assiégés dans le Seminariare de Karubanda. A l'église de Cyahinda au Kibeho dans la

HUMAN  
RIGHTS  
WATCH

KENNETH ROTH, Executive Director · CYNTHIA BROWN, Program Director · HOLLY J. BURKHALTER, Advocacy Director  
GARA LAMARCHE, Associate Director · JUAN E. MÉNDEZ, General Counsel · SUSAN OSNOS, Communications Director  
ROBERT L. BERNSTEIN, Chair · ADRIAN W. DEWIND, Vice Chair

Human Rights Watch is a not-for-profit corporation monitoring and promoting human rights in Africa, the Americas, Asia, the Middle East, and among the signatories of the Helsinki accords.

partie sud de la province de Butare, le clergé a déclaré que des milliers de personnes ont été tuées autour et dans l'église. Des représentants du clergé ont déclaré que le carnage est commis par des membres du parti de la milice accompagnés par des soldats de l'armée du Rwanda.

À Cyangugu, au sud-ouest du Rwanda, 5000 civils sont prisonniers dans le stade depuis le 15 Avril. Ils n'ont ni nourriture, ni couverture, ni protection contre les fortes pluies. À intervalles réguliers des groupes sont saisis par la milice et exécutés. Le Vicaire Général de l'Archevêché de Bukavu, au Zaïre, qui se trouve de l'autre côté de la frontière de Cyangugu, a lancé un appel aux Nations Unies pour qu'elles viennent au secours de ces personnes.

Human Rights Watch/Africa déplore le manque d'actes forts et concertés de la part de la communauté internationale, face aux preuves de plus en plus évidentes qu'il s'agit ici d'un génocide contre les Tutsis et de crimes contre l'humanité en tuant des Hutu membres de l'opposition politique. Human Rights Watch/Africa a lancé un appel au gouvernement des Etats-Unis de faire suite à la déclaration de la Maison Blanche du 22 Avril en prenant l'initiative d'obtenir une condamnation claire et nette à l'égard de ceux qui sont responsables de ces crimes. La communauté internationale doit immédiatement et unanimement déclarer que tout gouvernement établi sur des centaines de milliers de cadavres, ne recevra jamais de reconnaissance ou d'assistance internationale. Une telle déclaration doit être largement diffusée à la radio au Rwanda pour encourager les modérés dans l'armée à résister aux massacres meurtriers commis par les extrémistes.

Human Rights Watch/Africa lance un appel au Conseil de Sécurité des Nations Unies de reconsidérer sa décision de réduire le contingent des casques bleus à un contingent squelette de 270. Les forces de la MINUAR qui restent au Rwanda ne doivent pas diminuer; la réduction envisagée par le Conseil de Sécurité est une véritable invitation à de nouveaux massacres de ceux qui jusqu'à présent ont été protégés par la présence de troupes internationales. Si l'ONU persiste dans cette décision erronée de réduire le nombre de casques bleus, elle a pour devoir au minimum, d'assurer la protection, par d'autres moyens, de ces Rwandais qui à l'heure actuelle sont sous sa protection, soit en les évacuant ou en trouvant une autre solution.

Human Rights Watch/Africa se félicite de la déclaration d'un cessez-le-feu unilatéral de la part du Front Populaire Rwandais, dès minuit le 25 Avril, et lance un appel à l'armée du Rwanda de mettre les armes à bas. Human Rights Watch/Africa souligne cependant que cesser les engagements militaires est différent de l'arrêt des massacres des civils non armés. Ce sont ces officiers de l'armée Rwandaise mentionnés ci-dessus qui ont le pouvoir de mettre fin aux massacres des civils.

Human Rights Watch/Africa déplore le fait que la délégation de Gouvernement du Rwanda n'ait pas pris part aux négociations de paix prévues à Arusha le 23 avril et réitère le besoin de revenir aux termes déjà acceptés par le Front Populaire Rwandais et le Gouvernement Rwandais aux Accords d'Arusha en août dernier, pour rétablir la paix dans ce pays dévasté.